

vraiment les taux d'intérêt. Le projet de loi créerait une norme rendant le calcul des intérêts compréhensible à tous et inciterait ainsi les institutions financières à offrir des taux compétitifs».

Le projet de loi présenté par M. Blenkarn pourrait toutefois créer plusieurs problèmes. En voici certains:

- a. En plus du taux d'intérêt, le prix réel d'une carte de crédit comprend plusieurs autres éléments, c'est-à-dire les frais annuels (ou mensuels) et les frais de transaction. Ainsi, un même prix réel peut être exigé pour des cartes affichant des taux d'intérêt différents (mais pour lesquels on utilise une même méthode de calcul des soldes portant intérêts), tandis que ce prix réel peut différer pour des cartes affichant le même taux d'intérêt.
- b. La méthode de calcul des soldes portant intérêts tend à être uniforme au sein des groupes émetteurs de cartes—par exemple au sein des groupes d'institutions financières ou de détaillants.
- c. En limitant les émetteurs de cartes à une méthode de calcul des soldes portant intérêt, le projet de loi élimine une certaine possibilité de choix aux consommateurs. Actuellement, il se peut que les consommateurs reconnaissent les différences qui existent entre les cartes des divers types d'émetteurs et choisissent leurs cartes en conséquence.
- d. Le fait de restreindre la façon dont les émetteurs financent leurs cartes pourrait stopper l'évolution des cartes de crédit—par exemple retarder la mise en service des cartes de débit. Certains groupes peuvent bien sûr s'opposer au remplacement des cartes de crédit par des cartes de débit, mais il s'agit là d'une décision qui devrait être prise par le marché (c'est-à-dire par tous les éventuels utilisateurs de ces cartes). L'adoption d'une loi rigide pourrait influencer sur toutes les innovations futures, y compris sur celles que l'on ne peut prévoir pour l'instant.
- e. Les restrictions imposées par le projet de loi seraient extrêmement coûteuses pour les institutions financières qui calculent actuellement les frais d'intérêt sur le solde quotidien. Ces institutions auraient probablement comme